

ÉLECTIONS FÉDÉRALES Le Parlement des jeunes a organisé deux débats, sur l'énergie et l'armée, entre les candidats issus de tous les partis.

Les jeunes débattent de l'avenir

JEAN-YVES GABBUD

Samedi soir, une soixantaine de jeunes politiciens entrent dans la salle du Grand Conseil. L'orange des t-shirts des Brigades du même nom, les jeunes PDC, dominant nettement. Quelques t-shirt noirs avec le logo de l'UDC écrit à la façon d'AC/DC se remarquent aussi, mais ils sont moins nombreux. Les jeunes libéraux-radicaux arborent leur couleur de manière discrète, simplement avec un pin's sur le veston. Chez les socialistes, le soutien est plus personnalisé. Plusieurs auditeurs ont carrément deux fois la photo de Jonas Rey accolée sur leurs vêtements. Les Verts et la liste Ouverture se font discrets. Du moins en apparence.

Tout ce beau monde vient soutenir les débataires du soir. Invités par le Parlement des jeunes, cinq candidats au Conseil national figurant sur les listes des jeunes, ainsi que Célestin Tamar-



Anne-Christine Willa (Verts), Régis Perrin (UDC), Yoann Darbellay (PLR), Stéphane Veya (PDC), le journaliste Gilles d'Andrès, Célestin Tamarcaz (Ouverture) et Jonas Rey (PS) évoquent l'avenir de l'armée suisse. BITTEL

caz de la liste Ouverture, sont là pour parler de l'armée, sous la conduite de Gilles d'Andrès, étu-

diant en journalisme. Cinq autres candidats se penchent eux sur le thème de l'énergie et de la

sortie du nucléaire... alors qu'au dehors, il fait encore beau et chaud. ○

SORTIR DU NUCLÉAIRE? OUI, MAIS...

«La décision du Conseil fédéral de sortir du nucléaire a été prise dans la précipitation», estime l'UDC Samuel Poli, qui précise que son parti est le seul à s'opposer à la sortie du nucléaire, «parce que nous n'avons pas le choix, il n'y a pas d'alternatives crédibles au nucléaire.»

Arnaud Buchard (PLR) avance sur ce terrain tout en nuances: «La sortie du nucléaire doit se faire, mais il faut penser à l'environnement. Nous ne pouvons pas passer par une étape intermédiaire qui consiste à brûler du gaz pour produire de l'électricité, en rejetant des tonnes de CO₂ dans l'atmosphère, et en important de l'électricité de pays qui en produisent avec d'autres centrales nucléaires. On ne doit sortir du nucléaire que lorsqu'on pourra remplacer cette source par des énergies renouvelables. Nous devons nous lancer à fond dans le renouvelable et si, à l'approche de 2034, on s'aperçoit qu'on n'arrive pas à se passer

du nucléaire, il faudra trouver d'autres solutions. Entre-temps, il faudra aussi économiser l'énergie, une option qui doit s'apprendre dès l'école.»

Les solutions valaisannes

Raphaël Fournier (PDC) estime, comme la socialiste Laetitia Besse, qu'on peut sortir du nucléaire tout de suite. En augmentant la production hydroélectrique, notamment en relançant le projet Hydro-Rhône, et en assainissant les bâtiments, il sera possible, aux yeux du premier nommé, de compenser une partie de l'électricité manquante. Le jeune démocrate-chrétien félicite au passage l'Etat du Valais qui subventionne l'abandon du chauffage électrique ainsi que les énergies renouvelables. Il estime également qu'un bond technologique permettra de combler l'énergie manquante lors de la fermeture de la dernière centrale suisse en 2034.

Le Vert Mathieu Clerc est lui aussi persuadé qu'on peut abandonner le nucléaire immédiatement. Il cite les mesures proposées par l'Office fédéral de l'environnement qui prouvent selon lui que cela est possible.

La voie ouverte par une partie du Conseil des Etats laissant entrevoir un avenir avec de nouvelles technologies nucléaires ne déplaît pas. Pas totalement. Mathieu Clerc ne s'y oppose pas par principe, même s'il n'y croit guère. «Si on peut passer de la fission actuelle à la fusion sans déchet, alors je serai le premier d'accord, mais on travaille à cette technologie depuis 30 ans et nous n'avons encore aucun résultat concret.» Dans ce dossier, une partie de la gauche se veut pragmatique. Célestin Tamarcaz (Ouverture) est même favorable à la réduction du droit de recours des organisations écologistes dans le domaine de la production d'énergie renouvelable. ○ JYG

LES JEUNES ONT UNE NOUVELLE VISION DE L'ARMÉE

Les jeunes ne sont pas forcément dans la même ligne que leurs aînés en matière de politique de sécurité. Personne, ni à gauche ni à droite, ne demande l'abolition de l'armée. A droite, les candidats sur les listes des jeunes se montrent ouverts à l'engagement de soldats suisses à l'étranger. Même à l'UDC.

Engagement à l'étranger

Le candidat démocrate du centre Régis Perrin estime que les contingents de l'armée suisse à l'étranger «doivent être gardés», mais pas augmentés, faute de moyens. Le candidat PLR Yoann Darbellay est dans la même veine. Il se dit «100% d'accord avec des opérations de maintien de la paix à l'étranger.»

La gauche va plus loin. Le socialiste Jonas Rey est «pour que la Suisse envoie des casques bleus sous mandat de l'ONU, par exemple en Côte d'Ivoire. La Suisse, comme d'autres pays neutres le font déjà, peut envoyer 2% de l'effectif de son armée à l'étranger.»

Cybercriminalité

Lorsqu'ils tentent de définir les missions de l'armée, les jeunes évoquent rapidement le thème de la cybercriminalité. Par exemple, Célestin Tamarcaz de la liste Ouverture: «Nous ne sommes plus dans l'armée de grand-père. Nous n'en sommes plus à la défense territoriale. Nous devons lutter contre le crime et contre la cybercriminalité. Contre ces phénomènes, les chars et les canons ne sont plus d'aucune efficacité. L'armée suisse est suréquipée sur ce plan, il y a donc moyen de faire des économies.» Yoann Darbellay (PLR) n'est pas très éloigné de ce point de vue. Pour lui

aussi, il faut tourner la page de l'armée de jadis, «on peut supprimer l'artillerie, voire même l'infanterie. Ni la France ni le Liechtenstein ne vont nous attaquer.»

Si cette question de la cybercriminalité est vue comme une grave menace par les jeunes politiciens, les moyens pour y faire face divergent. Pour Jonas Rey (PS), l'armée actuelle n'a pas pris conscience de l'importance de ce risque qui n'est même pas cité dans le rapport de sécurité. Pour lui, la lutte contre la cybercriminalité demande l'engagement de spécialistes «d'où la nécessité d'avoir une armée de professionnels.»

Célestin Tamarcaz propose «de mettre en place une collaboration entre l'armée et la police», une idée que réprovoque Régis Perrin.

Service civil

Même s'il se dit favorable à l'armée de milice, «un système qui fonctionne bien et qui est moins cher avec le même nombre de soldats qu'une armée professionnelle», Régis Perrin estime que «le service civil est une bonne chose aussi».

Yoann Darbellay se montre tout aussi favorable à l'armée de milice, mais n'est pas opposé à l'assouplissement des règles permettant d'intégrer le service civil.

Le PDC Stéphane Veya apporte une nuance: «Si on laisse le libre choix entre armée et service civil, on finira par ne plus avoir d'armée de milice.»

La Verte Anne-Christine Willa lui rétorque que «les jeunes n'ont plus envie de faire l'armée. Il n'y a plus que 30% de conscrits. Je suis pour un engagement dans l'armée sur une base volontaire. S'il y a une vraie mission, les jeunes s'engagent.» ○ JYG